

LES CRISES : DES PISTES DE SORTIE ?

Crises et pauvretés sont-elles liées ? Sans conteste pour François Houtart, sociologue à l'UCL. Dans la logique du système économique qui est le nôtre, les crises doivent être payées par les pauvres. Nous en voyons des exemples chaque jour dans les pays du Sud mais également dans nos propres sociétés. Il faut sortir au plus vite d'une telle situation. Pour ce faire, des solutions existent mais, pour le sociologue, une seule est durable : elle passe par un changement de modèle de développement (1).

Crise financière...

Il y a peu, nos Etats engageaient des sommes impressionnantes pour sauver le système bancaire, 22 milliards en Belgique (2). Dans le même temps, des restrictions touchaient de nombreux secteurs : la poste, les chemins de fer..., affectant la vie des citoyens et particulièrement celle des plus fragilisés. Crises et pauvretés appartiennent à une même réalité.

Faisant référence à ces injections colossales d'argent public dans les banques, Serge Halimi remarque dans le Monde diplomatique que si ces dernières retrouvent des couleurs, le spectre de la faillite des Etats resurgit. Et ce n'est pas sans raison. Il s'agit cette fois « de hâter l'invasion des logiques de rentabilité commerciale dans des activités qui en étaient préservées. Alourdi par la panne économique, le poids de l'endettement sert une fois de plus de prétexte au démantèlement de la protection sociale et des services publics. » (3) (Le Monde diplomatique, déc. 2009).

Les crises financières n'ont rien de nouveau, explique François Houtart. Elles existent dans le système capitaliste depuis la fin du 18^e siècle. Selon la théorie libérale, elles seraient même salutaires. Cette fois pourtant, il s'agit de bien plus que cela. Nous assistons en effet à une véritable crise économique qui met en cause les fondements même de l'économie et entraîne une augmentation du chômage partout dans le monde.

On ne peut pas parler d'accident. Les choses étaient prévisibles. On annonçait que la bulle financière allait éclater tant elle était devenue irrationnelle. L'apport massif de fonds publics pour sauver un secteur privé a eu un certain effet. Les banques ont renoué avec le profit mais elles n'ont pas modifié leurs pratiques.

... mais également crise alimentaire,...

Ce qui différencie cette crise de celle des années 29-30, c'est qu'elle se combine avec une série d'autres crises : alimentaire, énergétique, climatique, sociale qui, toutes, ont la même origine : la logique du système économique et les mêmes conséquences : l'accroissement de la pauvreté et son installation de façon structurelle à l'intérieur du système.

Une même logique...

Ainsi la crise alimentaire dans les années 2007 et 2008. Les prix ont grimpé non en raison d'un manque de production mais sous l'effet de la spéculation. Les capitaux financiers se sont précipités dans le

secteur de l'alimentaire parce qu'on prévoyait des possibilités de gains immédiats. Le résultat a été le basculement de plus de 50 millions de personnes, chaque année dans la pauvreté et la faim, selon la FAO. À côté de cet aspect conjoncturel, il faut souligner l'aspect structurel de cette crise, beaucoup plus grave à long terme. C'est la destruction depuis 30 ans de l'agriculture paysanne avec l'introduction de l'économie mondiale dans le néolibéralisme. L'agriculture a été réorganisée pour entrer dans un modèle productiviste de type capitaliste. On a vu se développer les monocultures destinées à l'exportation. Des millions de petits paysans ont été chassés de leurs terres. Cette politique de destruction de l'agriculture paysanne est en train de créer à long terme la crise alimentaire de demain. L'agriculture productiviste de type capitaliste apparaît à première vue rentable dans l'immédiat, pourtant, l'expérience montre qu'elle est en fin de compte moins efficace qu'une agriculture paysanne bien organisée. Il faut dire que la logique capitaliste ne prend pas en compte certains coûts. Ainsi les dégâts écologiques et sociaux (les externalités) : empoisonnement des sols et de l'eau, destruction des forêts, atteintes à la biodiversité, paysans privés de leurs terres....

... crise énergétique...

Les crises énergétique et climatique fonctionnent selon un schéma semblable.

L'aspect conjoncturel, pour la première, se traduit par une envolée du prix du pétrole, l'aspect structurel à moyen terme, par l'épuisement des ressources : dans 40 ans, plus de pétrole, dans 60, plus de gaz, dans 200, plus de charbon.

Il va falloir changer de mode de production d'énergie, autrement dit diminuer notre consommation totalement irrationnelle et repenser notre croissance construite sur une énergie à bas prix et un énorme gaspillage. Il va falloir trouver de nouvelles technologies et consentir à d'importants investissements mais nous ne pouvons plus les assumer en raison de la crise financière.

Le système nous propose une solution à court et moyen terme : la production d'agro-énergie, autrement dit la fabrication de l'éthanol ou du diesel au départ de cultures. Une très mauvaise solution, pour le sociologue, car il faudrait consacrer des centaines de millions d'hectares à des monocultures, ce qui n'est faisable ni en Europe ni même en Amérique du Nord. Mais le Sud se trouve déjà dans la ligne de mire des défenseurs de l'agro-énergie. Des projets sont en préparation, destinés au Mozambique, à l'Indonésie, au Brésil... S'ils se réalisent, ce ne sont pas moins de 60 millions de paysans qui se verront privés de leurs terres, dans 25 ans. Dès aujourd'hui, des capitaux spéculatifs sont investis massivement dans le blé, le soja, le maïs, la canne à sucre en prévision de profits rapides et substantiels.

... crise climatique...

La crise climatique est elle aussi un produit de notre mode de développement et elle est sans doute plus grave que ce que l'opinion publique imagine. Elle est due à deux facteurs : d'une part, l'augmentation du CO² et l'augmentation de la température et, d'autre part, la destruction des puits de carbone. Ces derniers sont les lieux où le carbone est absorbé, ce sont essentiellement les océans et les forêts. Or notre mode de croissance est responsable de leur destruction. Chaque année, 15 millions d'hectares de forêts sont détruits en moyenne. Quant aux océans, ils se réchauffent.

Longtemps, on a tenté de nier le phénomène. L'industrie pétrolière américaine, EXXON, a financé à coups de dizaines de millions de dollars des instituts dont le rôle était de minimiser le problème et d'expliquer le réchauffement par des facteurs naturels. L'administration Bush accordait 1000 dollars à chaque journaliste ou scientifique critiquant le protocole de Kyoto. Il y a environ sept ans, tout a basculé. Le monde découvrait qu'il y avait bel et bien un problème climatique et que des mesures s'imposaient. Tout le monde est devenu « vert » même les industries les plus polluantes ! Comment expliquer ce changement ? C'est que cette question avait commencé à affecter les taux de profit du capital. À ce moment-là, elle n'était plus tout à fait une externalité mais elle entrait dans les calculs que le capital devait prendre en compte.

Tous les regards sont tournés vers Copenhague. Si le Sommet sur le climat n'aboutit pas à un accord, il sera pratiquement impossible de nous maintenir sous l'augmentation de 2° C. Or, au-delà de ce seuil, les décideurs politiques reconnaissent que les impacts deviendraient très graves. Un rapport de la Banque Mondiale chiffre à 150 ou 200 millions le nombre de personnes qui, si rien ne change, devraient quitter leur lieu de vie, d'ici la moitié de ce siècle, en raison de la sécheresse, du manque d'eau, du manque de nourriture.... On pense au Sahel ou aux îles du Pacifique mais la fonte des glaciers et l'élévation du niveau des mers affecteraient également de grandes villes comme New-York, Amsterdam... qui préparent déjà leur défense à coups de millions de dollars... Mais qu'en est-il des villes du Tiers Monde ?

Notre modèle de développement s'accompagne également d'une crise sociale sans précédent : une minorité, 20 %, détient 84 % des revenus mondiaux.

Comment sortir de ces crises ?

Trois solutions sont possibles.

Le système estimant que les crises sont salutaires, il suffira de condamner ceux qui ne se sont pas montrés efficaces et de les remplacer. Le seul impératif : que le système continue.

Certains sont partisans d'une régulation. Le marché a montré qu'il n'était pas régulateur, il faut donc intervenir comme le pensent les grands de ce monde (le G20). La solution est modeste et provisoire. Il s'agit en effet de rendre le système plus efficace et de remettre la croissance en route.

Enfin, il y a ceux qui pensent que nous n'avons pas seulement besoin de régulation mais d'alternatives : un autre modèle de développement qui ne soit ni destructeur de la planète ni générateur de pauvretés.

Ces alternatives se situent sur quatre plans qui correspondent aux fondamentaux de la vie humaine sur la planète.

**Les rapports à la nature*

Il faut remplacer l'exploitation par le respect, à l'image des populations indigènes d'Amérique latine qui considèrent la terre comme la mère. Chaque atteinte à la terre est une atteinte à l'homme. Cela se traduit notamment par l'arrêt de l'appropriation privée des ressources naturelles et de la marchandisation de la nature.

**La production*

Ce n'est plus la valeur d'échange qu'il faut privilégier mais la valeur d'usage. Il faut produire des biens et des services pour les hommes et non pour ce qu'ils peuvent rapporter. Mais le capitalisme est construit sur la valeur d'échange. Seule a de la « valeur » ce que l'on peut considérer comme marchandise, c'est pourquoi tant les services publics que l'agriculture paysanne notamment doivent entrer dans cette logique.

Il s'agit d'une nouvelle définition de l'économie. Ce n'est plus simplement la production d'une valeur ajoutée dont le privé s'approprie mais une activité qui permet la vie physique, culturelle, spirituelle de tous les êtres à travers le monde. Nombre d'applications concrètes en découlent : fin de la spéculation sur les matières premières, des déplacements irrationnels de marchandises à travers le monde parce que les salaires sont moindres ou les normes écologiques moins contraignantes ailleurs...

**La démocratisation*

Elle doit toucher toutes les institutions et de tous les rapports sociaux y compris les rapports hommes/femmes. L'objectif est de permettre à tous d'être sujets de la vie politique, économique et institutionnelle.

**La multiculturalité*

Elle permettra de donner à toutes les cultures, tous les savoirs, toutes les religions la possibilité de contribuer à la construction des grands axes de la vie collective, autrement dit le bien commun de l'humanité.

Sur base de ces axes, on peut avec le père d'Escoto, président de l'Assemblée des Nations Unies, proposer la création d'une Déclaration universelle du bien commun de l'humanité.

Il existe de par le monde des milliers d'initiatives qui agissent dans le sens d'un changement mais il est nécessaire qu'elles entrent en convergence. Il est essentiel que ceux qui portent ces initiatives (micro-crédit, économie sociale...) prennent conscience que ce qu'ils font contredit la logique du système économique dominant. Ils contribuent à un changement local, immédiat mais il est indispensable de situer cette action dans un cadre plus général. Tout ce que nous pouvons faire dans la vie quotidienne a un sens par rapport à un projet global de l'humanité qui est indispensable si nous voulons sauver non seulement la planète mais l'humanité.

Anne Vanhese, journaliste à l'ACRF - Plein Soleil

(1) Intervention aux journées d'étude ACRF 2009

**L'ACRF souhaite que les informations qu'elle publie
soient diffusées et reproduites ;
n'oubliez pas dans ce cas de mentionner la source.**

Avec le soutien de

